

SUBVENTIONS INTERMINISTERIELLES POUR SEJOURS D'ENFANTS

Barème des quotients familiaux applicable aux MEF :

Quotient familial mensuel	Pourcentage de la prestation
inférieur à 553 €	130 %
de 554 € à 753 €	100 %
de 754 € à 839 €	80 %
de 840 € à 944 €	60 %
de 945 à 1086 €	50 %
supérieur à 1087 €	rejet de la demande

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'action et des comptes
publics

Circulaire du 24 décembre 2019

relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune

NOR : CPAF1936852C

Le ministre de l'action et des comptes publics

et

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'action et des comptes publics

à

Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat,

Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux,

Mesdames et Messieurs les directeurs des ressources humaines.

Objet : Taux 2020 des prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune.

Annexe 1 : Tableau recensant les taux applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 aux prestations interministérielles à réglementation commune.

Résumé : La présente circulaire précise les taux applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune.

Mots-clés : Action et protection sociale

Textes de référence :

Circulaire DGAFP FP/4 n°1931 / DB-2B n°256 du 15 juin 1998 relative aux dispositions applicables aux agents des administrations centrales et des services déconcentrés de l'Etat en matière de prestations d'action sociale à réglementation commune ;

Circulaire DGAFP-FP/4 n°2025 / DB-2B n°2257 du 19 juin 2002 relative à la réglementation et aux taux des prestations d'action sociale pour 2002 ;

Circulaire DGAFP-B9 n°2128 / DB-2BPSS n°07-182 du 30 janvier 2007 relative aux prestations individuelles d'action sociale à réglementation commune ;

Circulaire DGAFP-B9 n°11-BCRF1102447C / DB-2BPSS n°11-3302 du 1^{er} avril 2011 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune.

Texte abrogé :

Circulaire CPAF1833031C du 26 décembre 2018 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune

Vous voudrez bien trouver en annexe un tableau recensant les taux applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les prestations d'action sociale visées en objet.

Les conditions d'attribution demeurent celles qui ont été définies par la circulaire DGAFP-FP/4 n°1931 et DB-2B n°256 du 15 juin 1998, citée en référence, précisées par la circulaire DGAFP-FP/4 n°2025 et DB-2B n°2257 du 19 juin 2002 et modifiées par la circulaire DGAFP-B9 n°2128 et DB-2BPSS n°07-182 du 30 janvier 2007 et la circulaire DGAFP-B9 n°11-BCRF1102447C et DB-2BPSS n°11-3302 du 1^{er} avril 2011.

Le ministre de l'action et des comptes publics,



Gérald DARMANIN

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'action et des comptes publics,



Olivier DUSSOPT

ANNEXE 1 – Taux applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune

PRESTATIONS	Taux 2020
RESTAURATION	
Prestation repas	1,27 €
AIDE A LA FAMILLE	
Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur enfant	23,59 €
SUBVENTIONS POUR SÉJOURS D'ENFANTS	
En colonies de vacances	
• enfants de moins de 13 ans	7,58 €
• enfants de 13 à 18 ans	11,46 €
En centres de loisirs sans hébergement	
• journée complète	5,46 €
• demi-journée	2,76 €
En maisons familiales de vacances et gîtes	
• séjours en pension complète	7,97 €
• autre formule	7,58 €
Séjours mis en œuvre dans le cadre éducatif	
• forfait pour 21 jours ou plus	78,49 €
• pour les séjours d'une durée inférieure, par jour	3,73 €
Séjours linguistiques	
• enfants de moins de 13 ans	7,58 €
• enfants de 13 à 18 ans	11,47 €
ENFANTS HANDICAPÉS	
Allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans (montant mensuel)	165,02 €

*Allocation pour les jeunes adultes handicapés poursuivant des études ou un apprentissage entre 20 et 27 ans : versement mensuel au taux de **30% de la base mensuelle de calcul des prestations familiales***

Séjours en centres de vacances spécialisés (par jour)	21,61 €
---	----------------

Ministère de l'action
et des comptes publics

Circulaire du 30 décembre 2019

**relative au barème commun applicable au bénéfice des agents des directions
départementales interministérielles pour certaines prestations pour séjours d'enfants**

NOR : CPAF1936856C

Le ministre de l'action et des comptes publics

et

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'action et des comptes publics

à

Mesdames et Messieurs les ministres et secrétaires d'Etat,

Mesdames et Messieurs les secrétaires généraux,

Mesdames et Messieurs les directeurs des ressources humaines.

Objet : Prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune – Barème commun applicable en 2020 aux prestations pour séjours d'enfants au bénéfice des agents des directions départementales interministérielles (DDI).

Annexe 1 : Tableau présentant le barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2020 aux prestations pour séjours d'enfants au bénéfice des agents des directions départementales interministérielles.

Résumé : La présente circulaire précise le barème d'attribution relatif aux prestations pour séjours d'enfants applicable à compter du 1^{er} janvier 2020 au bénéfice des agents affectés dans les directions départementales interministérielles (DDI).

Mots-clés : Action et protection sociale.

Textes de référence :

Circulaire DGAFP-FP/4 n°1931 / DB-2B n°256 du 15 juin 1998 relative aux dispositions applicables aux agents des administrations centrales et des services déconcentrés de l'Etat en matière de prestations d'action sociale à réglementation commune ;

Circulaire DGAFP-FP/4 n°2025 / DB-2B n°2257 du 19 juin 2002 relative à la réglementation et aux taux des prestations d'action sociale pour 2002 ;

Circulaire DGAFP-B9 n°2128 / DB-2BPSS n°07-182 du 30 janvier 2007 relative aux prestations individuelles d'action sociale à réglementation commune ;

Circulaire DGAFP-B9 n°11-BCRF1102447C / DB-2BPSS n°11-3302 du 1^{er} avril 2011 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune.

Texte abrogé :

Circulaire CPAF1833032C du 26 décembre 2018 relative au barème commun applicable au bénéfice des agents des directions départementales interministérielles pour certaines prestations pour séjours d'enfants

Vous voudrez bien trouver en annexe un tableau recensant **le barème d'attribution relatif aux prestations pour séjours d'enfants** (séjours en colonies de vacances, en centres de loisirs sans hébergement, en maisons familiales de vacances et gîtes, séjours mis en œuvre dans le cadre du système éducatif et séjours linguistiques), **applicable à compter du 1^{er} janvier 2020 au bénéfice des agents affectés en DDI.**

Dans ce cadre, le quotient familial mensuel (QF) est calculé en fonction, d'une part, du revenu fiscal de référence (RFR) figurant sur le dernier avis d'imposition disponible et, d'autre part, du nombre de parts, apprécié à la date de la demande, du (des) foyer(s) fiscal(aux) des personnes ayant la charge effective et permanente de l'enfant et répertoriés dans le logement du demandeur où l'enfant réside à titre principal : $QF = RFR / \text{Nombre de parts} / 12$.

Si le demandeur vit maritalement (mariage ou pacte civil de solidarité – Pacs), il est tenu compte du RFR et du nombre de parts fiscales mentionnés sur l'avis d'impôt sur le revenu ou de non-imposition du couple.

Si le demandeur présente trois avis d'impôt sur les revenus ou de non imposition du fait de son mariage ou de la conclusion d'un Pacs, son RFR résultera de l'addition des RFR portés sur les trois avis.

Si le demandeur vit en concubinage avec une autre personne, il est procédé à l'addition de leurs deux RFR, sur la base de leurs deux avis d'impôt sur les revenus ou de non-imposition.

Si le demandeur a connu, entre l'année de l'avis d'imposition et le moment où il fait sa demande, un changement de sa situation matrimoniale, tel qu'un divorce, une rupture en cas de Pacs, une séparation ou le décès de son conjoint, il sera procédé à une reconstitution de son RFR sur la base de sa nouvelle situation matrimoniale. Les revenus pris en compte à ce titre seront ceux effectivement perçus par le demandeur.

Dans les trois hypothèses précitées, il est procédé à la reconstitution du nombre de parts fiscales, apprécié à la date de la demande.

Par ailleurs, **les règles suivantes sont mises en œuvre pour le calcul du quotient familial :**

- une part supplémentaire est comptabilisée dans le cas où le demandeur est en situation de parent isolé assumant seul la charge financière de son enfant ;
- une demi-part est ajoutée dans le cas d'un agent porteur de handicap, ou ayant un enfant ou une personne à charge porteur de handicap titulaire d'une carte d'invalidité et/ou bénéficiant d'une prestation sociale liée au handicap.

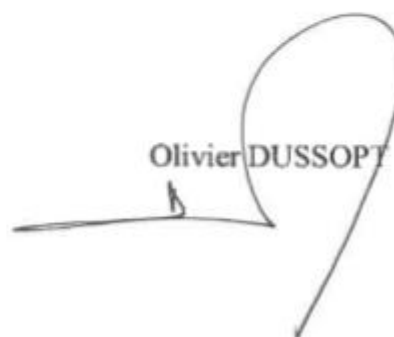
Les conditions d'attribution demeurent celles qui ont été définies par la circulaire DGAFP-FP/4 n°1931 et DB-2B n°256 du 15 juin 1998 citée en référence, précisées par la circulaire DGAFP-FP/4 n°2025 et DB-2B n°2257 du 19 juin 2002 et modifiées par la circulaire DGAFP-B9 n°2128 et DB-2BPSS n°07-182 du 30 janvier 2007 et la circulaire DGAFP-B9 n°11-BCRF1102447C et DB-2BPSS n°11-3302 du 1^{er} avril 2011.

Le ministre de l'action et des comptes publics,



Gérald DARMANIN

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'action et des comptes publics,



Olivier DUSSOPT

ANNEXE 1 – Barème applicable à compter du 1^{er} janvier 2020 aux prestations pour séjours d'enfants au bénéfice des agents des directions départementales interministérielles

SUBVENTIONS POUR SÉJOURS D'ENFANTS		Quotient familial mensuel	Montants 2020	
En colonies de vacances	enfants de moins de 13 ans	< 621€	23,40 €	
		621 à 780€	21,17 €	
		781 à 1 237€	19,67 €	
		1 237 à 1 608€	10,59 €	
	enfants de 13 à 18 ans	< 1 237€	29,82 €	
		1 237 à 1 608€	16,07 €	
En centres de loisirs sans hébergement	demi-journée	< 621€	5,23 €	
		621 à 780€	4,07 €	
		781 à 1 020€	3,58 €	
		1 021 à 1 090€	3,06 €	
		1 091 à 1 250€	2,91 €	
		1 251 à 1 400€	2,78 €	
		1 401 à 1 608€	1,93 €	
	journée complète		2x montant demi-journée (ci-dessus)	
	En maisons familiales de vacances et gîtes	séjours en pension complète	< 621€	14,01 €
			621 à 780€	10,74 €
781 à 1 020€			10,35 €	
1 021 à 1 090€			8,88 €	
1 091 à 1 250€			7,87 €	
1 251 à 1 400€			6,87 €	
1 401 à 1 608€			5,57 €	
autre formule		< 621€	14,00 €	
		621 à 780€	10,50 €	
		781 à 1 020€	9,89 €	
		1 021 à 1 090€	8,59 €	
		1 091 à 1 250€	7,61 €	
		1 251 à 1 400€	6,61 €	
		1 401 à 1 608€	5,32 €	
Séjours mis en œuvre dans le cadre éducatif	par jour pour séjours < 21 jours	< 621€	23,40 €	
		621 - 780€	21,18 €	
		781 - 930€	18,91 €	
		931 - 1 090€	13,98 €	
		1 091 - 1 250€	9,61 €	
		1 251 - 1 400€	7,06 €	
	1 401 - 1 608€	2,61 €		
	forfait pour séjours de 21 jours ou plus		21x montant par jour (ci-dessus)	
Séjours linguistiques	enfants de moins de 13 ans	< 621€	23,40 €	
		621 - 780€	21,18 €	
		781 - 1 237€	19,67 €	
		1 237 - 1 608€	10,59 €	
	enfants de 13 à 18 ans	< 1 237€	29,81 €	
		1 237 - 1 608€	16,06 €	